

**Etablissement Public Territorial  
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 22 DECEMBRE 2016**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE VINGT-DEUX DECEMBRE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°66 – FINANCES – CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA PERCEPTION DES PRODUITS PROVENANT DE LA VENTE AU PUBLIC DE COMPOSTEUR INDIVIDUEL DE JARDIN DES VILLES DU BLANC-MESNIL, DE SEVRAN, VILLEPINTE ET TREMBLAY-EN-FRANCE**

**Le Président,**

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol »,

**Vu** l'article L.5219-5 du Code Général des Collectivités territoriales attribuant compétence au Territoire en matière de gestion des déchets et prévoyant que lorsque cette compétence était exercée, pour le compte des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, par des syndicats à la date du 31 décembre 2015, l'établissement public territorial se substituerait, jusqu'au 31 décembre 2016, aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au sein des syndicats concernés et qu'à l'issue de cette période, l'établissement public territorial serait retiré de plein droit des syndicats concernés.

**Vu** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

**Vu** le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

**Vu** le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**Vu** l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

**Vu** l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 16 décembre 2016.

**Considérant** que, conformément la délibération prise par le SEAPFA en décembre 1999 puis en octobre 2001, la volonté de mettre à disposition des composteurs individuels de jardin dans le cadre du plan de tri à la source des déchets ménagers par les contribuables,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20161222-66-22-12-2016-AU  
Date de télétransmission : 12/01/2017  
Date de mise en œuvre : 12/01/2017

**Considérant** que, conformément à la délibération prise par le SEAPFA en décembre 1998 révisée en octobre 2005 puis en juin 2016, des tarifs ont été fixés pour la vente de composteurs individuels de jardin,

**Considérant** qu'il y a lieu, dans le cadre de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol», de créer une régie de recettes pour la perception des produits provenant de la vente au public de composteur individuel de jardin des villes du Blanc-Mesnil, de Sevran, Villepinte et Tremblay-en-France.

## **DÉCIDE**

- Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, il est institué une régie de recettes pour la perception des produits provenant de la vente au public de composteur individuel de jardin des villes du Blanc-Mesnil, de Sevran, Villepinte et Tremblay-en-France.
- Article 2** Cette régie est installée 4 allée des Ecureuils, 93423 VILLEPINTE CEDEX.
- Article 3** La régie encaissera les produits suivants :
- Vente de composteur individuel de jardin
- Article 4** Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Espèces,
  - Chèques.
- Article 5** Le montant total de la régie est de 2.000 euros mensuels.
- Article 6** Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant total de la régie minimum une fois tous les mois.
- Article 7** Le régisseur et son mandataire suppléant seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.
- Article 8** Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes, tous les mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année, lors de sa cessation de fonctions ou de son remplacement par le mandataire suppléant.
- Article 9** Le régisseur sera assujetti, après avis conforme du comptable public assignataire, à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 10** Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 11** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- Article 12** Ampliation de la présente décision sera adressé à :
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
  - Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».
- Article 13** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

**Pour extrait conforme**

**Le Président**  
**Bruno BESCHIZZA**



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20161222-66-22-12-2016-AU  
Date de télétransmission : 12/01/2017  
Date de réception préfecture : 12/01/2017